

**Renégocier ? inimaginable ?**  
**Décidément le Ouistiti est un drôle de zèbre**  
**Jean-Luc Fontaine**

À l'occasion d'un discours pendant le sommet de Nancy du 19 mai 2005 entre la France, l'Allemagne et la Pologne, Jacques Chirac a été catégorique, et le chancelier allemand Schroeder avec lui: Il n'y a *"aucun plan B possible, ni juridiquement, ni politiquement"*. *"Comment imaginer qu'après que 25 chefs d'Etat et de gouvernement dans le Conseil européen aient passé un très grand nombre de mois à évoquer l'ensemble du détail de cette construction européenne (...), comment imaginer un instant que parce que la France aurait dit non, nos partenaires diraient +très bien on va recommencer+, s'est-il interrogé. Un plan B "est une pure illusion"*, a également estimé le chancelier allemand Gerhard Schröder.

Soit. L'élaboration du texte qui est soumis à référendum en France (et dans dix autres pays de l'Union) a exigé plusieurs mois de négociation au sein d'une Convention, puis de nouvelles modifications dans le cadre du conseil européen réunissant chefs d'Etats et de gouvernement. Il ne serait ainsi pas possible de revenir là dessus. Pas possible d'entendre la vox populi.

En d'autres terme, cette consultation est à choix unique, c'est à dire n'offre pas de choix authentique possible. Le TCE est à prendre ou à laisser. Et puisque si on ne «prend pas», reste le plus affreux des traités (Nice), l'alternative proposée est un faux-semblant. Dès lors toute consultation pour approbation est inutile. Elle cède juste au formalisme. Que ce soit en convoquant le parlement, ou en posant la question à la Nation sous forme de référendum. L'épisode démocratique qui clos habituellement tout procession constitutionnel de cette nature devient purement formel. De la démocratie de pure façade.

Cela ne serait pas si grave (quoique...) si justement le besoin de doter l'Union européenne ne répondait précisément à la nécessité... de redonner du souffle démocratique dans la maison Europe. Cela a été affirmé à Laeken, un an après Nice. Et il faut se souvenir des propos que tenait au printemps 2004 le député européen (et giscardien) Alain Lamassoure: *«jusqu'à maintenant l'Europe s'est construite en marge des peuples. Cela ne veut pas dire contre les peuples, mais on ne leur demandait pas leur avis»*. Avec le traité constitutionnel, il s'agit donc d'associer intimement tous les peuples dans le devenir qu'ils vont se choisir ensemble.

**Comblé un déficit démocratique**

Plus que les imperfections de Nice, c'est ce déficit démocratique qui semblait inquiéter le plus les hommes politiques européens (de préférence au sein des «partis de gouvernement» comme l'on dit). D'ailleurs, dans les imperfections de Nice (les majorités qualifiées), un seul événement politique a permis de débloquer la situation: la défaite d'Aznar aux Législatives espagnoles. Le très libéral premier ministre espagnol refusait de revenir sur les dispositions de Nice qui avantageaient son pays. Son successeur, M. Zapatero, en revanche s'est montré plus accommodant. Autre opposant farouche à toute révision de Nice, la Pologne s'est alors retrouvée seule et a préféré jeter l'éponge. On remarquera juste que ces deux pays étaient alors parmi les plus «atlantistes» au sein de l'Europe de vingt-cinq. Dès lors les corrections pouvaient être apportées, sans toute la lourdeur d'un processus constitutionnel. Sur ce point précis des majorités qualifiées, la correction de Nice peut toujours être obtenue très facilement (puisque tout le monde est maintenant d'accord sur ce point), à l'occasion d'un simple sommet.

Si l'on en revient aux propos du député Lamassoure –« l'Europe s'est constituée à ce jour à côté des peuples »- il faut reconnaître que cet état de fait a duré une quarantaine d'années, sans susciter de véritables inquiétudes. Bien sûr, au fil des ans, l'image de Bruxelles s'est dégradée, a semblé de plus en plus bureaucratique (or, il y a moins de fonctionnaires à Bruxelles que n'en emploie la ville de Paris), tandis que le personnel politique paraissait très éloigné du «terrain», le plus souvent le député de Strasbourg restant un inconnu pour ses électeurs. Mais tout cela commençait à se corriger. Ainsi en France, les députés européens sont-ils désormais désignés à partir de listes régionales, justement dans le souci de rapprocher l' élu de ses électeurs.

En revanche, il y a bien une évolution politique, partagée dans la plupart des pays européens, qui commence à inquiéter la classe politique: la montée d'un vote protestataire (là où l'on s'était très facilement accommodé d'une montée encore plus ancienne des abstentionnistes). Un vote

extrémiste, le plus souvent d'extrême droite, mais aussi parfois d'extrême gauche (comme en France) qui laisse penser que le processus démocratique est plus que jamais menacé. Pour mémoire, il y a eu aussi ce choc du «21 avril» en France.

Ces poussées d'extrémismes (le plus souvent de droite) ont causé une certaine émotion, notamment à propos de l'Autriche (Hayder), de la Hollande (Fortuyn), voire de l'Italie où la coalition au pouvoir derrière Silvio Berlusconi fait participer un ancien parti résolument postfasciste, l'Alliance nationale de Gianfranco Fini.

Le besoin de redonner un nouveau souffle démocratique dans la construction européenne s'inscrit dans ce contexte. Les députés ont même estimé que c'était à ce point de la plus haute nécessité, qu'ils se sont résolus à déclencher un mécanisme politique aussi lourd que l'élaboration d'un traité constitutionnel. Quelque soit l'avenir du projet actuel de TCE, cet impératif ne s'en trouve pas modifié. Il faudra d'une façon ou d'une autre réinjecter de la démocratie dans le système, sous peine de voir la poussée des extrémismes se poursuivre inexorablement. Jusqu'à attendre qu'ils soient en capacité de gouverner?

### **Plus de démocratie, c'est moins de démocratie...**

C'est dans cette perspective que les propos des défenseurs du oui, relayés clairement à Nancy par les deux chefs d'Etats allemand de français, ont de quoi surprendre. Alors que l'on pense endiguer la montée des extrémismes -cette dérive «populiste»- en relevant le niveau de démocratie au sein de l'Union, voilà qu'à la première difficulté, on renvoie à la réponse la moins démocratique possible. Le peuple français aurait-il dit «non» que cela ne changera rien. Il n'y aura pas de renégociation possible, parce qu'on ne saurait tenir compte que d'un seul peuple, fût-il à l'origine de l'aventure du Marché commun de 1958. Et si le peuple néerlandais (lui aussi au nombre des fondateurs du Marché commun) disait lui aussi non comme le suggère les sondages, mais encore les peuples danois, irlandais, voire polonais, entendra-t-on toujours cette même assurance: il ne saurait être question de renégocier quoique ce soit. L'absurdité de la posture est tellement criante que peu la remarque: parce que l'on veut prouver que l'Union est la plus démocratique possible, on tiendrait pour quantité négligeable l'expression souveraine d'un ou plusieurs peuples. «Plus de démocratie, c'est moins de démocratie»: ainsi pourra se traduire la situation dans la Novlangue de Big Brother...

Et à ceux qui s'étonnent (ou se réjouissent) du relatif silence de Jean-Marie Le Pen à l'occasion de cette campagne, ayons la prudence d'envisager que son sens politique (personne le ne conteste) ne s'est pas éteint avec l'âge mais tout simplement attend son heure. Si l'Union européenne avait le malheur de se transformer en pétaudière démocratique, violant à la première occasion les beaux idéaux qui font son socle de valeurs, alors l'argumentaire à venir du grand blond-gris lui sera fourni sur un plateau.

L'Homo Politicus est parfois si paradoxal. On se souviendra qu'il ouvrait des yeux tout ronds au soir du verdict du «21 avril». Faire de la politique ne garantit pas d'avoir le nez fin en politique. Ce soir-là, tous ceux qui étaient réputés être parmi les plus doctes connaisseurs de la vie politique avaient été assommés net. Ils avaient été incapables ne serait-ce que de flairer ce qui se tramait. Tous se sont retournés contre les instituts de sondages -tous autant défaillants- parce que c'était la seule façon de masquer leur propre désarroi, leur propre aveuglement.

Et voilà qu'à la première occasion, l'Homo Politicus «Oquistiti» acharné qu'il est la tête dans le guidon, semble en avoir perdu sa ligne de mire, son credo démocrate. L'expression souveraine d'un peuple? La belle affaire. Au contraire, s'il avait toujours à l'esprit le fil des choses, cette quête qu'il affirme depuis le sommet de Laeken, il accueillerait à bras ouverts la sanction du non, preuve s'il en est de sa largesse de vue de démocrate. Pas par soudaine conversion, mais par «respect» pour une valeur si fondamentale: la démocratie. Et il aurait alors à en remonter aux «populistes» de tout poil, illustrant ainsi la droiture de ses convictions.

Or lui qui voulait couper l'herbe sous le pied de celui qu'il entrevoit comme son pire ennemi de demain (et peut-être demain matin), il se prépare à lui fournir le terreau gratis, et l'engrais en prime, pour prospérer grassement. Décidément, le Oquistiti est un drôle de zèbre.